

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1924 a été examiné et discuté en premier lieu par le Sénat.

Il a fait l'objet d'un rapport très complet de l'honorable Sénateur M. Carpentier (document n° 144 du 8 mai 1924).

Ce rapport plein de renseignements précieux nous dispensera de revenir sur un certain nombre de questions qui y sont déjà traitées avec l'ampleur voulue.

Le rapport que nous avons l'honneur de vous présenter ne sera, en quelque sorte, que le complément du rapport de M. le Sénateur Carpentier; nous nous attacherons surtout à exposer quelques questions, qui ont spécialement retenu l'attention des sections et de la Commission, chargées de l'examen du budget.

D'abord ces quelques chiffres :

Le projet de budget de 1924 s'élevait :

Pour les dépenses ordinaires à la somme de fr.	144,757,487
Pour les dépenses exceptionnelles à	26,373,901

Soit ensemble . . . fr. 171,131,388

(1) Budget, n° 41x.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

- a) Les membres de la *Commission permanente du Commerce, de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale*: MM. Pirmez, président, Branquart, De Bruycker, Debruyne (René), Delattre, de Liedekerke, Delvigne, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Troclet, Van Caenegem, van Schuylenberg et Waulers.
- b) Six membre nommés par les Sections : MM. De Gue, Dejardin, Falony, Debunne, Ramaekers et Delacollette.

Les amendements présentés par le Gouvernement le modifient comme suit :

Pour les dépenses ordinaires	fr. 145,493,648
Pour les dépenses exceptionnelles.	23,242,354
Ensemble . . . fr.	168,736,002

NOTRE ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET PROFESSIONNEL.

En 1923, les crédits s'élevaient à 12,257,000 francs ; en 1924, ils atteignent 15,269,700 francs, soit une augmentation de 3,012,700 francs.

Cette augmentation est nécessitée par :

a) *Les relèvements successifs du barème des traitements maximum du personnel enseignant* approuvés par le Département (A. M. des 10 janvier 1920 et 3 août 1923).

b) *L'augmentation du pourcentage d'intervention dans les dépenses des écoles.*
Avant 1920 :

40 p. c. pour les écoles à cours principalement pratiques ;

1/3 pour les écoles à cours principalement théoriques.

Depuis 1920 :

50 p. c. dans les traitements du personnel enseignant des institutions à cours principalement pratiques ;

40 p. c. dans les autres dépenses ;

40 p. c. dans les traitements du personnel enseignant des institutions à cours principalement théoriques ;

1/3 dans les autres dépenses.

Néanmoins, les traitements des membres du personnel vivant en communauté sont subsidiés sur la base d'avant 1920, sauf dans les provinces qui ne subsidient pas les écoles employant ce personnel.

c) *L'intervention dans les dépenses non subsidiées* (assurances contre les accidents) ;

d) *L'augmentation du nombre d'écoles, surtout des écoles professionnelles complètes fonctionnant le jour* (les plus coûteuses).

Les encouragements de l'État ont eu pour conséquence d'augmenter, dans de fortes proportions, le nombre des institutions professionnelles et le nombre d'élèves fréquentant celles-ci.

Le tableau ci-dessous vous donnera un aperçu des progrès obtenus :

NOMBRE D'INSTITUTIONS

A. — *Pour garçons.*

	1923	1922
	—	—
Ecoles supérieures	15	15
Cours de commerce et langues.	47	44
Ecoles industrielles	129	111
Ecoles de dessin industriel et professionnel . . .	54	48
Cours » » » »	25	26
Cours industriels du dimanche.	13	41
Ecoles professionnelles	110	96
Cours professionnels	16	16
Ecoles de métiers d'art	9	9
Ateliers d'apprentissage : fer et bois	6	6
» » tissage	4	4
Ecoles professionnelles de tissage	2	2
Cours de théorie de tissage.	2	2
	432	390

Donc, 42 institutions en plus.

B. — *Pour filles.*

	1922	1923
	—	—
Ecoles professionnelles	50	54
Ecoles professionnelles-ménagères	23	26
Ecoles ménagères-professionnelles	8	7
Cours professionnels	45	61
Ateliers d'apprentissage.	82	99
Ecoles et classes ménagères	158	177
	366	424

Donc, 58 institutions en plus.

En tout, 100 institutions en plus.

	Au 31 décembre 1922.		Au 31 décembre 1923.	
	Nombre d'institutions.	Subsides alloués par l'Etat.	Nombre d'institutions.	Subsides alloués par l'Etat.
Ecoles professionnelles p ^r filles	50	1,755,706 »	50	1,822,865.50
Ecoles professionnelles-ménagères	23	593,075 »	26	715,733 »
Ecoles ménagères-professionnelles	8	111,322 »	8	90,486 »
Cours professionnels pour filles.	45	191,170 »	58	232,302 »
Ateliers d'apprentissage pour filles	82	771,782 »	96	951,964.41
Ecoles et classes ménagères .	158	408,087 »	175	497,617 »
Ecoles supérieures (garçons) .	18	909,456.68	18	829,624.35
Ecoles industrielles.	111	1,694,043 »	127	1,775,235 »
Cours industriels du dimanche.	11	58,730 »	13	66,448 »
Ecoles de dessin industriel et professionnel	48	162,797 »	55	210,093 »
Cours de dessin industriel et professionnel	26	67,479 »	26	77,722 »
Cours de commerce et de langues	44	316,883 »	47	376,087 »
Ecoles de métiers d'art. . .	9	599,243 »	10	681,829.45
Ecoles professionnelles pour garçons	96	2,956,893 »	105	3,617,804 »
Cours professionnels p ^r garçons	16	152,849	18	180,159 »
Ateliers d'apprentissage pour garçons	6	120,381 »	8	127,537 »
Ateliers d'apprentissage de tissage	8	12,008 »	6	10,100 »
TOTAL. . .	759	10,881,904.08	846	12,263,606.71
		+ 891,095.92 (Subsides extraordinaires.)		+ 479,393.29 (Subsides extraordinaires.)
		11,773,000.00		12,743,000 »

N. B. — Il y a lieu de remarquer que le nombre de 846 institutions sera dépassé sensiblement en 1924; le montant du crédit prévu au budget pour le présent exercice s'élève à 14,743,000 francs, auxquels doivent s'ajouter les 3,000,000 supplémentaires sollicités de la Législature.

On peut dire que, dans presque chaque ville, il existe au moins une école complètement outillée comme un véritable atelier industriel ; le jeune homme peut y apprendre à travailler, mieux que dans l'industrie et y reçoit, de plus, un complément d'enseignement général et un enseignement théorique spécial approprié à son métier, principalement la technologie de celui-ci.

Il y a quelque vingt ans, sauf dans les grands centres, l'enfant, au sortir de l'école primaire, n'avait à sa portée que l'école moyenne : on peut dire qu'aujourd'hui, à côté de celle-ci, il trouve une bonne école technique.

Si l'on considère la diffusion de l'enseignement technique au point de vue régional, on constate qu'il s'est, d'une part, puissamment développé dans les grands centres industriels et qu'il s'est, d'autre part, sérieusement établi dans les régions moins favorisées jusqu'ici : telles que le Limbourg, la Campine anversoise et les deux Flandres. Le Limbourg possède actuellement dix écoles professionnelles très florissantes.

e) Le développement de l'enseignement normal technique.

Avant la guerre, il n'existait pas pratiquement d'enseignement normal pour les écoles techniques pour garçons. Les professeurs étaient choisis le mieux possible parmi les instituteurs et les régents d'écoles moyennes ou parmi les techniciens de tout degré, mais les premiers ne possédaient ni la science ni la technique et les seconds ne possédaient pas l'art d'enseigner.

Depuis l'armistice, un grand pas a été fait : des cours normaux fonctionnent régulièrement dans la plupart des provinces.

La justification ci-dessus du nouveau crédit de 3,000,000 de francs montre combien le Gouvernement a compris la nécessité de soutenir et d'encourager l'enseignement professionnel et industriel.

On doit constater avec satisfaction les progrès obtenus par cet enseignement qui, grâce à l'appui de l'État, contribue à l'amélioration technique et professionnelle de la classe ouvrière.

Il reste certes beaucoup à faire en matière d'enseignement technique, mais on peut affirmer que la situation en est arrivée à ce point capital que tout jeune homme désirant apprendre un bon métier peut en trouver l'occasion. En présence de l'augmentation constante du nombre d'écoles, de l'amélioration de leur outillage, de leur programme et surtout de leur corps professoral, on peut affirmer, en outre, qu'on arrivera dans un avenir pas trop éloigné à une situation qui donnera satisfaction à tous.

. . .

Comme nous l'avons exposé dans nos rapports antérieurs, deux questions demandent une solution aussi prompte que possible : c'est d'abord l'établissement d'un statut légal pour nos professeurs de l'enseignement professionnel, industriel et technique ; c'est ensuite la création de « cours normaux » pour la préparation et la formation de professeurs pour cet enseignement.

Le projet de notre collègue M. Van Caeneghem tend, entre autre, à la réalisation de ces deux vœux. Puisse son projet rencontrer au plutôt les faveurs de la Chambre.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL POUR FILLES.

En ce qui concerne les ouvrières, l'enseignement professionnel, tel qu'il est organisé, n'est pas assez apprécié par elles; il ne s'adapte, d'ailleurs, pas suffisamment aux nécessités de leur vie.

La majorité des écoles professionnelles ont comme inconvénients :

1° d'être trop coûteuses et de priver la famille ouvrière du salaire de la jeune fille;

2° de n'être pas suffisamment pratiques.

Les Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes de Belgique ont adressé à M. le Ministre la note suivante que nous nous plaisons de communiquer à nos honorables collègues de la Chambre :

« ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL POUR OUVRIÈRES.

» Pour assurer aux ouvrières une formation complète, c'est-à-dire, tenant compte du rôle qu'elles ont à remplir dans la profession et plus tard dans la famille, il faut, nous semble-t-il, les classer en différentes catégories et adapter à chacune d'elles l'enseignement professionnel qu'il convient.

» 1° *Les cours professionnels temporaires* de perfectionnement sont les seuls qui permettent aux ouvrières de se former pendant les périodes de mort-saison, en adaptant les programmes suivant les nécessités.

» 2° *Les conférences professionnelles* (lecture de gravures, modèles à la mode du jour, etc.), séances de deux ou trois heures, à l'approche des saisons d'été et d'hiver, permettent aux ouvrières de se tenir au courant des changements continuels de la mode.

» 3° *Les cours permanents pour apprenties* répondent mieux aux besoins des jeunes ouvrières. Tout en comblant les lacunes de l'apprentissage à l'atelier, ils permettent de compléter la formation générale des jeunes filles.

» Quelques cours ajoutés au programme exigé actuellement par le Ministère donneraient la formation complète que nous souhaitons, aux jeunes ouvrières.

» Quelques cours généraux : français ou flamand, calcul, etc.; enseignement ménager; hygiène et puériculture; éducation physique et morale professionnelle.

» Ces modifications au programme demanderont une durée de cours plus longue. Il y aurait lieu d'augmenter le nombre d'années d'études. Ces matières seraient réparties sur les trois années d'études; une quatrième, dite de perfectionnement, serait ajoutée, pendant laquelle les jeunes filles, désireuses de pousser à fond leur formation professionnelle et générale, auraient des cours plus approfondis, suivant leur spécialité.

» 4° *Les cours professionnels ménagers* pour jeunes ouvrières, cours de formation générale et ménagère (cours de continuation).

» Cours généraux : calcul, français ou flamand, etc.; hygiène et puériculture.

- » Cours ménagers : cuisine, lessivage, nettoyage, raccommodage ; coupe, confection et lingerie usuelles ; éducation physique ; morale professionnelle.
- » Ces cours pourraient se donner en trois ans, à raison de cent heures au moins par année.
- » Les élèves qui auraient satisfait à l'examen final aurait droit à un certificat.

» 3° *Les cours ménagers*, pour femmes ménagères de la classe ouvrière, donneraient aux ménagères des localités industrielles et demi-industrielles l'occasion d'une formation ménagère par des *cours essentiellement pratiques*. Nous souhaitons, pour ces cours, l'installation d'un service de *conseillères ménagères* et l'organisation de cours ambulants, tel que l'a institué le Ministère de l'Agriculture.

» Ces cours ménagers : cuisine, lessivage, repassage, nettoyage, raccommodage ; coupe, confection et lingerie usuelles.

» L'organisation du service des conseillères ménagères, telle qu'elle est conçue par le Ministère de l'Agriculture, solutionnerait le problème des professeurs et des subsides, puisque tout est assumé par le Ministère.

» Pour faciliter l'organisation et assurer le bon fonctionnement de ces différents cours, ceux-ci ne jouissant que de peu ou point de minerval, le Gouvernement devrait intervenir dans une plus large mesure ; prendre, au moins, à sa charge la totalité des traitements du personnel.

» Nous désirerions aussi que la liquidation des subsides se fasse dans le courant de l'année scolaire, afin que l'on puisse payer régulièrement le personnel à la fin de chaque trimestre.

» Cette note n'envisageant que l'organisation des cours complémentaires de perfectionnement nous paraît la meilleure méthode d'éducation professionnelle ; nous estimons que les ateliers d'apprentissage doivent aussi retenir l'attention des dirigeants. »

Le résultat des efforts qui ont été faits ces dernières années par certains d'entre eux, notamment Anvers, Malines, prouve que la formation professionnelle qui y est donnée est, au moins égale, si pas supérieure à celle des écoles professionnelles.

Les ateliers d'apprentissage ont comme avantage de permettre aux jeunes filles, dont les parents ne peuvent se passer de leur salaire, d'avoir une bonne formation professionnelle théorique et pratique en les éloignant du milieu, parfois peu moral, de certains ateliers de la ville.

Le Gouvernement devrait intervenir de façon à encourager et favoriser *l'enseignement professionnel pour ouvrières* en accordant :

Pour les cours du soir :

- 1° Le traitement complet du personnel, de façon à pouvoir s'assurer des professeurs de valeur ;
- 2° Une intervention plus large dans les dépenses ordinaires.

Pour les ateliers d'apprentissage :

- 1° L'égalité de traitement entre les professeurs techniques des ateliers d'apprentissage et ceux des écoles professionnelles.

(La mesure en vigueur depuis peu de temps aura comme conséquence de réserver les bons professeurs pour les écoles professionnelles et de laisser les maîtresses de moindre valeur pour les ateliers d'apprentissage). Ceux-ci cependant réclament de leurs professeurs des capacités professionnelles plus approfondies, du fait qu'elles sont appelées à satisfaire une clientèle.

Les diplômes exigés étant les mêmes, il n'y a pas lieu de les classer dans une catégorie inférieure quant au traitement ;

2^e Une plus grande liberté dans l'organisation intérieure des ateliers.

En outre, les certificats et diplômes délivrés dans l'un et dans l'autre devraient être reconnus au même titre par le Gouvernement.

ASSURANCE CONTRE LA MALADIE ET L'INVALIDITÉ

Plusieurs collègues ont demandé où en est la question de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, question, qui, dans la pensée de la Chambre tout entière, est intimement liée à celle de l'assurance-vieillesse.

La Commission des Assurances Sociales a élaboré en 1921 un avant-projet de loi relatif à l'assurance en vue de la maladie et de l'invalidité.

En 1923, M. Pécher a présenté à la Chambre cet avant-projet, qui est d'ailleurs analogue à la proposition déjà déposée par lui en 1913. La proposition actuelle de M. Pécher reproduit à peu près intégralement le texte arrêté par la Commission des Assurances sociales ; seules quelques dispositions relatives à l'assurance de l'invalidité partielle ont été abandonnées.

Ces deux propositions doivent être considérées comme formant l'expression des principaux desiderata auxquels devra répondre la loi ; à ce point de vue, elles constituent en réalité une œuvre théorique.

Si l'on voulait songer à organiser l'assurance contre la maladie et l'invalidité, il serait indispensable de faire subir au texte proposé certains remaniements résultant de ce que des points importants n'ont pas reçu le développement nécessaire ou de ce que certains objets n'ont pas été suffisamment définis. En outre, il y aurait utilité à modifier l'ordre des matières.

Voici notamment des points au sujet desquels il faudrait des dispositions plus précises et plus développées :

Objet de chaque assurance (surtout en ce qui concerne le service médical et pharmaceutique de l'assurance maternelle) ;

Réalisation de l'obligation de l'assurance ;

Conditions dans lesquelles s'effectuera le paiement des indemnités et des contributions personnelles et patronales ;

Autorités de l'assurance (création d'organes de contrôle, d'administration générale et de juridiction ; attributions de ces organes) ; administration de l'assurance ;

Fonctionnement des Caisses communes.

La répartition des contributions entre les trois parties intéressées (assurés, patrons, Etat) demandera également à subir certaines modifications.

Il n'est pas question dans le projet des organismes patronaux, nombreux dans le pays. Quel régime allons-nous leur réserver ? C'est aussi le cas pour les maladies professionnelles pour lesquelles un régime particulier devrait être prévu.

Le projet définit un système de réassurance qui demande à être transformé ;

du reste, ainsi qu'il vient d'être dit, le fonctionnement des Caisses communes, chargées de la réassurance, est complètement passé sous silence.

Enfin, outre les considérations précédentes, il en est une, d'ordre essentiel, dont il est impossible de ne pas tenir compte : l'organisation, conformément à la proposition de M. Pécher, de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, **par le système financier proposé**, exigerait de la part de l'État des contributions considérables s'élevant à plus de 250 millions pour chacune des premières années de fonctionnement ; même échelonnées sur une longue période, elles n'en constitueraient pas moins des charges élevées que les conditions économiques où se trouve notre pays ne permettent pas aisément de lui faire supporter.

Quoi qu'il en soit, il serait désirable que la Chambre puisse au plutôt commencer l'examen de cette question si importante.

L'avant-projet de la Commission des assurances sociales, ainsi que la proposition de loi de M. Pécher, constituent une base très sérieuse de discussion.

Puissions-nous bientôt aboutir à un résultat pratique.

CODE DU TRAVAIL.

Plusieurs de nos collègues ont insisté dans les sections sur la nécessité de la codification de nos lois sociales. C'est, certes, une question importante. Nous avons en Belgique le « Code du Travail » de MM. Destrée et Hallet. Cette compilation, très bien faite, ne présente, malheureusement, aucun caractère officiel.

En principe, il serait évidemment désirable que l'ensemble de nos lois et règlements relatifs au travail et à la prévoyance sociale soient codifiés, à l'instar de ce qui a été réalisé en France par les lois des 28 décembre 1910 et 26 novembre 1912. Il est cependant à remarquer que le législateur français est loin d'avoir terminé ce travail, attendu que jusqu'ici, les deux premiers livres du nouveau code seulement ont été arrêtés, ce qui ne représente en somme qu'une assez faible partie de la matière à traiter. D'autre part, comme à la partie codifiée en 1910 et en 1912 sont venues s'ajouter depuis lors des dispositions nouvelles de même ordre, il a fallu les intercaler aux endroits voulus en créant, par exemple, des articles 33a, 33b, 33c, 33d, etc., de manière à ne pas devoir refaire complètement la numérotation. Ces intercalations ont eu lieu pour une série de lois, notamment pour celles du 10 juillet 1915 et du 18 octobre 1917.

De tout cela il semble bien ressortir que si la codification des lois et règlements relatifs au travail est chose désirable, elle est loin d'être facile à réaliser en pratique. La matière est encore trop nouvelle, elle subit encore trop de fréquentes modifications, des développements trop importants pour qu'il soit possible de l'enfermer dès à présent dans un moule définitif. A mon sens, il conviendrait tout au moins d'attendre, avant d'entamer ce travail, que soient promulguées la nouvelle loi sur les pensions de vieillesse ainsi que la nouvelle loi sur les Conseils de prud'hommes, actuellement à l'étude au Sénat.

Lorsque ces deux lois seront entrées en vigueur, le Gouvernement pourrait, s'inspirant de ce qui a été fait en France, charger une Commission extraparlamentaire d'élaborer un avant-projet du code du travail et de la prévoyance sociale. De cette manière, le fond, au moins, de ce code, serait acquis, et les modifications

et compléments à prévoir dans l'avenir pourraient être introduits sans trop devoir le bouleverser.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Où en est la revision de la loi sur les Conseils de prud'hommes? Voilà encore une question posée dans les sections. Voici la réponse :

Le projet de loi portant revision de la loi du 15 mai 1910 sur les Conseils de prud'hommes a été déposé par M. Moyersoen au Sénat, le 26 avril 1923.

Bien que ce projet comporte une série de modifications importantes, il apparaît cependant, ainsi que le fait remarquer l'exposé des motifs, comme une mise au point plutôt que comme une véritable refonte de la loi actuelle.

Ce projet a été rapporté par M. Rongy puis, après un commencement de discussion, renvoyé à la Commission de l'Industrie et du Travail pour examen des multiples amendements présentés. La Commission a déposé ses conclusions. Celles-ci se trouvent consignées dans un rapport de M. Rongy du 21 mai dernier.

LE NOUVEAU PROJET DE LOI RELATIF A L'INDEMNISATION DES ACCIDENTS MORTELS.

(CATÉGORIES DE BÉNÉFICIAIRES).

Le nouveau projet de loi relatif à l'indemnisation des accidents mortels apporte des modifications importantes à l'article 6 en vigueur, relatif à l'indemnisation des accidents mortels. Ces modifications sont dictées par l'équité et le bon sens. Il importe de mettre fin aux anomalies choquantes résultant d'une réparation invariable, quelle que soit la situation de la famille délaissée par la victime. C'est ainsi que dans le système actuel, la même indemnité, établie sur la base de 30 p. c. du salaire de la victime, est allouée, par exemple, dans les cas suivants :

- a) la victime laisse un conjoint sans enfants;
- b) la victime laisse un conjoint avec 5 enfants;
- c) la victime laisse un ascendant seul.

Afin de remédier à ces anomalies, le projet fixe, non plus un taux invariable attribué à l'ensemble des ayants droit, mais des taux spéciaux pour chaque catégorie d'ayants droit, en tenant compte du nombre de ces derniers et de leur parenté avec la victime.

Conformément au texte du projet, *les personnes appelées au bénéfice de l'indemnité continuent d'être, comme dans le régime en vigueur, celles qui appartiennent aux catégories suivantes : le conjoint, les enfants, les ascendants, les petits-enfants, les frères et sœurs.* Les règles générales de priorité tracées par la loi de 1903 sont conservées. La seule addition importante à l'article 6 en ce qui concerne les ayants droit consiste à admettre au bénéfice de la réparation les enfants *naturels non reconnus* dont la mère est victime d'un accident du travail et, inversement, cette dernière en cas d'accident survenant à son enfant naturel. Cette disposition nouvelle, qui vise d'ailleurs des cas très rares, répond à la plus élémentaire justice.

Ainsi que l'indique l'Exposé des motifs, les taux différentiels représentent, dans l'ensemble, un taux moyen de 40 p. c. au lieu du taux actuel de 30 p. c., de telle manière que le forfait de réparation est relevé, pour les cas de mort, dans la même proportion que celui qui s'applique aux cas d'incapacité permanente, c'est-à-dire qu'il est porté de 50 p. c. à 66.66 p. c. ou deux tiers.

Le tableau ci-après indique les taux de réparation applicables dans le système du projet :

La victime laisse comme ayant droit :	Taux (en p. c. du salaire) servant de base au calcul de l'indemnité:
Le conjoint seul	25 p. c.
Le conjoint avec un enfant	35 »
Le conjoint avec deux enfants	45 »
Le conjoint avec trois ou plus de trois enfants	55 »
Un enfant (sans conjoint)	15 »
Deux enfants (sans conjoint)	30 »
Trois ou plus de trois enfants (sans conjoint)	45 »
Un ascendant (père ou mère)	15 »
Deux ascendants	25 »
Un petit-enfant, frère ou sœur	10 »
Deux petits-enfants, frères ou sœurs	20 »
Trois ou plus de trois petits-enfants, frères ou sœurs	30 »

On remarquera que le projet favorise largement les familles nombreuses.

NOS INSPECTEURS DU TRAVAIL.

Dans toutes les sections, ainsi qu'à la commission permanente, des membres se sont préoccupés de la situation matérielle de nos inspecteurs et de nos contrôleurs du travail, situation qu'ils trouverent absolument insuffisante.

Les traitements de ces fonctionnaires si méritants sont tels, qu'ils n'hésitent pas à renoncer à leur poste, dès qu'une position meilleure leur est offerte dans l'industrie privée.

Il semble inutile d'insister encore sur le rôle éminemment utile de nos inspecteurs et contrôleurs du travail.

Il aura suffi, nous en sommes convaincus, d'avoir attiré l'attention de l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail sur cette question, pour qu'il prenne d'urgence les mesures nécessaires aux fins d'assurer à ces fonctionnaires une existence digne de leur mission, de leurs responsabilités et de leur dévouement.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

Plusieurs membres se sont plaints du retard apporté dans le paiement des pensions de vieillesse, surtout lorsqu'il y a changement de domicile ou lorsqu'il s'agit de vieillards se trouvant dans les hospices.

Nous devons à la vérité de dire que, depuis le vote de la loi de 1920, l'Administration centrale a fait un effort admirable pour assurer le paiement rapide et normal des pensions.

Est-ce à dire que tout va pour le mieux ?

Nul ne le prétendra. Aussi transmettons-nous les doléances de nos collègues à l'honorable Ministre ; nous sommes convaincus qu'il voudra supprimer toutes les mesures administratives qui ne seraient pas indispensables dans l'espèce, et assurer ainsi la liquidation aussi prompte que possible des pensions attribuées à nos vieux travailleurs.

POUR NOS MINEURS.

Un membre de la commission permanente a vivement insisté pour que l'on crée « des cours de préparation au métier de mineur ». Il a exprimé le désir de voir encourager la création et le fonctionnement de ces cours par les directeurs de charbonnage ; il y a là en effet un moyen efficace, voire unique, de parer au manque de main-d'œuvre qui s'accroît, paraît-il, de jour en jour. La main-d'œuvre belge, de toute première qualité, semble être remplacée de plus en plus par une main-d'œuvre étrangère, hétéroclite, qui ne semble pas donner toujours toutes garanties au point de vue technique et moral.

Votre commission a reconnu le bien-fondé de cette observation ; elle la signale à la bienveillante attention des autorités compétentes.

. . .

Ce même collègue a vivement insisté pour que les charbonnages rétablissent les équipes de sauvetage ; ces équipes peuvent rendre de très grands services en cas d'accident et doivent être composées de spécialistes.

LES CAISSES DE CHOMAGE.

On nous a demandé dans les sections d'insister auprès de M. le Ministre pour qu'il veuille bien modifier le § 4 de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 mai 1924 concernant les caisses de chômage.

Si cet arrêté royal est maintenu intégralement, disent nos honorables collègues, c'est l'impossibilité pour les grandes centrales syndicales de bénéficier encore des subsides pour leur caisse de chômage, à moins qu'elles ne renoncent à soutenir leurs membres en cas de grève.

Il en est de même pour l'article 7, § 2, du même arrêté, qui exige qu'en cas de chômage intermittent n'entraînant pas la rupture du contrat de travail, le chômage dépasse deux jours par semaine ou quatre jours par quinzaine pour pouvoir bénéficier de l'indemnisation.

Ceci aura pour conséquence d'exclure la presque totalité des ouvriers mineurs des avantages des caisses de chômage, puisque même dans les crises les plus aiguës, le chômage ne dépasse pas deux jours par semaine.

Nous soumettons cette question à un examen bienveillant de M. le Ministre.

. . .

**OBSERVATIONS RELATIVES A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 18 FÉVRIER 1924
MODIFIÉ PAR ARRÊTÉ ROYAL DU 15 MAI 1924**

Voici les observations que font valoir les organisations syndicales au sujet des arrêtés ci-dessus mentionnés :

Les organisations syndicales qui ont assumé en Belgique la responsabilité de l'assurance-chômage ont, dès la publication de l'Arrêté Royal du 18 février, protesté contre plusieurs de ses stipulations et fait part de leurs desiderata au nouveau Ministre de l'Industrie et du Travail, M. Tschollen, qui avait manifesté son intention d'apporter certaines modifications à l'Arrêté Royal incriminé. Nous devons rendre hommage au Ministre de l'Industrie et du Travail pour la bonne volonté évidente qu'il mit à entendre les organisations syndicales et à leur donner satisfaction dans la mesure où il le croyait possible. Mais depuis l'application de l'Arrêté Royal, ses inconvénients et ses lacunes se sont révélés. Les desiderata que nous avons formulés et qui n'ont pas été admis restent debout. D'autres questions sont maintenant soulevées et doivent, selon nous, être résolues. Ci-dessous, les principaux de nos desiderata : 1° Nous reprochons à l'Arrêté Royal de ne pas tenir compte de ce fait que les situations sont différentes d'une profession à l'autre; que le risque chômage important dans certaines, l'est moins dans d'autres; qu'il revêt des formes différentes selon les métiers. Ici, ce sera le chômage intermittent d'assez longue durée : deux ou trois jours par semaine. Là, ce sera le chômage intermittent de un jour par semaine. Ailleurs, ce sera le chômage complet; certaines industries, par exemple la métallurgie, ne connaissant que peu ou prou le chômage intermittent.

Il faudrait prévoir dans la réglementation du chômage les différentes situations. Seules les caisses de chômage qui ont une connaissance approfondie des exigences du métier sont capables d'en tenir compte. Une réglementation générale ne le peut pas. D'autre part, le présent A. R., nous n'avons jamais cessé de le dire, porte une entrave sérieuse à toute l'activité générale ouvrière intimement liée aux caisses de chômage. Aussi croyons-nous utile de proposer ici de demander au Ministre d'admettre le droit des caisses de chômage de déterminer elles-mêmes leurs règlements. Ceux-ci pourraient être approuvés, par exemple, par le Fonds National de Crise agissant en qualité de commission permanente, ainsi que le prévoit l'Arrêté royal sur le chômage dans son titre IV, articles 36 et suivants.

Pour nous donner satisfaction, il suffirait d'avoir l'article premier libellé comme suit :

1° Sauf avis contraire ou décision différente du Fonds National de Crise, agissant en qualité de commission permanente des caisses d'assurance contre le chômage involontaire et approbation du Ministre de l'Industrie et du Travail, les caisses de chômage se soumettront aux dispositions du présent Arrêté royal;

2° Le paragraphe V de l'article 5 détermine que des chômeurs définitivement congédiés de leur emploi antérieur, refusant d'accepter un nouvel emploi auquel ils sont aptes, ne perdent pas leurs droits aux indemnités de chômage involontaire si les conditions de travail offertes ne correspondent pas aux conditions usuelles de la région.

Rien n'est prévu pour les chômeurs intermittents auxquels l'employeur, sous

prétexte de leur fournir du travail continu, proposerait des conditions de travail ne correspondant pas aux conditions usuelles de la région.

Si les ouvriers visés ci-dessus refusent d'admettre les conditions du patron et suspendent le travail, ils perdent leur droit aux indemnités de chômage involontaire. Il y a là une lacune, car ce qui est admis pour les chômeurs définitivement congédiés doit l'être également pour le chômeur intermittent. Sinon on pourrait voir se généraliser cette tactique des employeurs qui consisterait à créer un conflit pour empêcher leurs ouvriers de bénéficier des avantages du Fonds National de Crise, ce qui favoriserait leurs desseins de provoquer des baisses injustifiées de salaire. Si la situation actuelle se maintenait, le Fonds National de Crise se rendrait par conséquent complice indirect, nous le voulons bien, mais complice quand même, de cette tactique.

Article VII, § 2, prévoit qu'en cas de chômage intermittent, n'entraînant pas la rupture du contrat de travail, il n'y a pas lieu à indemnisation si le chômage ne dépasse pas deux jours par semaine ou quatre jours par quinzaine. Ce qui équivaut à dire que, si le chômage intermittent se prolonge plusieurs mois et ne dépasse pas deux jours par semaine, les ouvriers perdent un tiers de leur salaire sans que la caisse de chômage à laquelle ils sont assurés puisse les indemniser. C'est, il faut en convenir, une disposition très sévère que nous n'avons d'ailleurs pas cessé de combattre dès le début. Il faudrait trouver une autre formule.

Dans la formule actuelle, par exemple, un chômeur intermittent, chômant une semaine deux jours et la semaine suivante trois jours, peut toucher cinq jours d'indemnité, tandis qu'un autre ouvrier, chômant deux jours par semaine pendant un mois de cinq semaines, par exemple, serait sans travail pendant dix jours et ne pourrait rien toucher de sa caisse. Nous croyons qu'une meilleure formule pourrait être trouvée, par exemple, en répartissant le nombre de jours de chômage intermittent sur un mois et fixer comme jours qui ne seraient pas indemnisés cinq ou six. Ou bien encore, dire qu'en cas de chômage intermittent, ne dépassant pas deux jours par semaine, la première semaine ne serait pas indemnisée, tandis que les autres semaines, un jour seulement ne donnerait pas droit à indemnisation.

Article VIII, § 4, signale que les ouvriers allant travailler temporairement à l'étranger peuvent être dispensés des cotisations pendant leur séjour hors du pays et que, en tout cas, ils ne recouvrent leurs droits aux indemnités qu'après avoir travaillé en Belgique pendant un mois. Des renseignements qui nous ont été donnés au Département, il résulte que ce paragraphe vise surtout les ouvriers saisonniers. Il importerait de spécifier avec précision ce que l'on entend par ouvriers saisonniers. Pour nous, l'explication est claire. Il s'agit d'ouvriers qui se rendent à l'étranger pour exercer leur profession avec la certitude qu'après quelques mois d'activité ils seront atteints par le chômage. C'est le cas, par exemple, pour les arûteurs et les briquetiers de campagne (*fransmannen*). Il y aurait lieu d'avoir des explications nettes et précises, mais nous nous refuserons de considérer comme tombant sous l'application de ce paragraphe des ouvriers qui vont à l'étranger pour y trouver une occupation régulière, dussent-ils devenir chômeurs au bout d'un certain temps.

Article X a trait aux subventions à accorder aux caisses de chômage pour frais

d'administration. Les dispositions actuelles apportent des restrictions assez considérables au régime en vigueur avant l'application de l'Arrêté Royal du 18 février. Jusqu'alors les caisses étaient autorisées à prélever 25 p. c. de leurs cotisations pour frais administratifs. Les dispositions actuelles pourraient peut-être subsister mais avec un maximum de 25 p. c. au lieu de 20 p. c. Le mieux pourtant serait de dire que les caisses peuvent porter à titre de frais d'administration ou de frais généraux quelconques, 20 p. c. des cotisations augmentées de fr. 0.20 par jour de chômage indemnisé sans que la somme totale calculée d'après ces deux bases puisse dépasser 25 p. c. des cotisations.

Il importe ici de tenir compte de la situation des caisses de chômage qui ne comprennent que 2, 3 ou 4,000 hommes. La réduction de l'intervention dans les frais administratifs pèse lourdement sur elles et compromet dans une grande mesure l'assurance-chômage.

5° L'article 23 signale que les allocations payées par le Fonds National de Crise ne peuvent en aucun cas dépasser 10 francs par jour. Ce maximum peut se comprendre quand les caisses de chômage ne paient que 4 ou 5 francs d'indemnité journalière, mais maintenant, par suite de la cherté de la vie et des augmentations de salaires, que les caisses ont prévu des indemnités principales allant jusque 8 et 9 francs par jour, on peut dire que la limite de 10 francs est absolument insuffisante et désavantage d'une façon complète les familles nombreuses qu'il y a lieu, au contraire, d'encourager.

On pourrait parfaitement porter le maximum de 13 à 14 francs, au lieu de 10.

Telles sont les remarques principales que nous avons à formuler. Elles sont importantes et nous espérons bien qu'elles seront acceptées.

LES OUVRIERS ÉTRANGERS.

Dans le discours qu'il prononçait, il y a quelques jours, à la Chambre, à l'occasion de la discussion de son budget, M. Pouillet, Ministre de l'Intérieur, soulignait éloquemment le caractère inquiétant que prend pour notre pays l'immigration d'une main-d'œuvre étrangère.

M. le Ministre examinait surtout ce problème au point de vue hygiénique. Il a aussi un caractère de concurrence vis-à-vis de notre main-d'œuvre nationale.

Actuellement plus de 15,000 ouvriers étrangers travaillent dans les mines belges et comme l'écoulement des charbons devient difficile, des charbonnages sont en train de cesser leur exploitation. Plusieurs centaines d'ouvriers belges ont été congédiés, alors que restent au travail beaucoup d'ouvriers étrangers.

Monsieur le Ministre ne pourrait-il pas intervenir auprès des industriels pour qu'ils emploient et conservent de préférence des ouvriers belges en ce temps de crise ?

LE POINÇONNAGE DES BASCULES.

La Section centrale a également attiré l'attention de l'honorable Ministre sur les conditions de la vérification des balances à la fabrication.

J'en donne ici une courte description :

Espèces de bascules :

a) Bascule ordinaire pour le commerce de bois et de fer, d'un rapport de 1 à 10. Centre de fabrication : Thourout ;

b) Bascules métalliques, avec ou sans curseur, rapport de 1 à 100 ;

c) Ponts-bascules pour peser les wagons.

Centre de fabrication pour b) et c) : Mons, Charleroi, Châtelet et Liège.

Service de la vérification. — Les bascules doivent être fabriquées d'après les dessins approuvés par arrêté ministériel. Aucune remarque à faire à ce sujet.

Tarif du service de la vérification :

Bascules d'une puissance allant jusqu'à 200 kilogrammes	2 fr.
Bascules d'une puissance de 200 à 1,500 kilogrammes.	5 —
Bascules d'une puissance de 1,500 à 5,000 —	10 —
Bascules d'une puissance de 5,000 à 30,000 —	20 —
Au-dessus de 30,000 kilogrammes	25 —

Observation. — Il n'y a pas de proportion au point de vue de la valeur commerciale des différentes bascules. Les fabricants de petites bascules doivent payer beaucoup plus que les autres.

*
*
*

Le service de vérification à Thourout.

Les bascules achevées sont contrôlées chaque semaine et poinçonnées après vérification. Mais tous les accessoires (pièces en fonte, bois, etc.) doivent être poinçonnés séparément.

Un petit nœud dans le bois, une pièce de revêtement trop mince d'un millimètre, la peinture encore fraîche, etc. sont toutes considérées comme des fautes, et pour chaque faute une taxe supplémentaire de 1 franc doit être payée. Ces fautes n'ont aucune influence sur la précision des bascules. On se plaint amèrement de la façon arbitraire dont les employés du service de vérification remplissent leurs fonctions. De lourdes charges supplémentaires sont ainsi mises sur l'industrie des bascules à Thourout. Les fabricants sont découragés et mécontents. Ils demandent à être représentés dans la Commission des Poids et Mesures, ne fût-ce qu'à titre consultatif. Ils demandent surtout que la fabrication belge soit protégée d'une manière efficace contre la concurrence étrangère.

Votre Commission a voté le budget de l'Industrie et du Travail à l'unanimité moins 4 voix. Elle demande à la Chambre de l'approuver à son tour.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

M. PIRMEZ.

(ANNEXE AU N° 384).

Question

**posée par la Commission au sujet de l'enseignement
professionnel, industriel et technique.**

I. — *Quel est le nombre d'écoles publiques et privées :*

- a) Par métier.
- b) Par arrondissement.
- c) Nombre d'élèves.
- d) Femmes.
- e) Hommes.

II. — *Quelles sont les subventions accordées :*

- a) Aux écoles professionnelles *libres*.
- b) — — — — — publiques.
 - a) communales.
 - b) provinciales.
 - c) Etat.

Tableau indiquant, par arrondissement, le nombre et la situation des diverses institutions d'enseignement professionnel publiques ou libres.

A. COMMUNALES.				B. LIBRES.			
ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.		ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.	
		Filles.	Garçons.			Filles.	Garçons.

SECTION DES GARÇONS.

I. — Écoles supérieures spéciales.

Anvers	2	6	397
Bruxelles	1	»	238
Louvain	1	8	102
Gand	3	»	105
Mons	3	53	617
Soignies	2	5	299
Thulin	1	»	312
Liège	2	1	220
Verviers	1	»	504
Virton	1	»	120
Namur	1	»	428

II. — Écoles industrielles.

Anvers	1	»	3,075	Anvers	6	»	1,393
Bruxelles	7	»	3,126	Malines	3	»	532
Louvain	3	»	421	Turnhout	3	»	427
Nivelles	2	»	445	Bruxelles	3	»	752
Bruges	1	»	352	Nivelles	1	»	285
Courtrai	2	»	635	Gand	2	»	147
Ostende	1	»	281	Termonde	1	»	37
Roulers	1	»	152	Soignies	1	»	150
Ypres	1	»	102	Liège	3	»	249
Gand	1	»	1,648	Virton	1	»	50
Alost	2	»	222	Namur	2	»	508
St-Nicolas	2	»	410	Philippeville	2	»	85
Termonde	2	»	260				
Mons	12	»	2,792				
Ath	1	»	237				
Charleroi	16	»	5,921				
Soignies	6	»	2,503				
Thulin	2	»	1,582				
Tournai	4	»	1,374				
Liège	7	»	1,583				
Huy	1	»	274				
Hasselt	2	»	270				
Arlon	1	»	93				
Marche	1	»	71				
Neufchâteau	1	»	65				
Namur	3	»	809				
Philippeville	1	»	79				

A. COMMUNALES.				B LIBRES.			
ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.		ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.	
		Filles.	Garçons.			Filles.	Garçons.

III. — Écoles professionnelles.

Anvers	2	»	893	Anvers	11	»	1,952
Bruxelles	5	»	1,452	Mallines	2	»	443
Louvain	2	»	200	Bruxelles	29	»	3,083
Bruges	2	»	125	Louvain	5	»	705
Courtrai	1	»	81	Nivelles	2	»	94
Ostende	1	»	179	Bruges	3	»	604
Gand	4	»	1,260	Courtrai	2	»	104
Charleroi	1	»	104	Roulers	2	»	637
Mons	1	»	116	Thielt	1	»	254
Liège	1	»	369	Ypres	1	»	88
Verviers	1	»	169	Gand	10	»	2,084
				Audenarde	2	»	274
				Eccloo	2	»	97
				Alost	3	»	475
				St-Nicolas	2	»	557
				Termonde	3	»	337
				Mons	3	»	161
				Charleroi	7	»	4,449
				Soignies	1	»	70
				Thuin	1	»	151
				Tournai	1	»	116
				Liège	16	»	3,608
				Verviers	3	»	238
				Hasselt	3	»	501
				Maeseyck	2	»	92
				Tongres	2	»	309
				Namur	3	»	144
				Dinant	1	»	25

IV. — Cours industriels du dimanche.

Nivelles	1	18	207	Liège	1	»	75
Charleroi	4	31	749				
Soignies	1	»	80				
Thuin	1	55	210				
Tournai	1	44	274				
Liège	1	»	231				
Philippeville	1	»	92				

A. COMMUNALES.				B. LIBRES.			
ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.		ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.	
		Filles.	Garçons.			Filles.	Garçons.

V. — Écoles de dessin industriel et professionnel.

Anvers	1	»	95	Anvers	6	»	341
Bruxelles	3	»	173	Malines	3	»	218
Bruges	1	»	101	Turnhout	2	»	122
Courtrai	1	»	114	Bruxelles	2	»	124
Thielt	1	»	47	Courtrai	2	»	58
Ath.	2	»	127	Furnes	1	»	32
Maeseyck	2	»	97	Ostende	2	»	151
				Gand	4	»	333
				Alost	1	»	56
				Eecloo	1	»	89
				Saint-Nicolas	3	»	212
				Termonde	2	»	166
				Liège	4	»	401
				Hasselt	1	»	26
				Maeseyck	1	»	104
				Tongres	1	»	32
				Virton	1	»	22

VI. — Cours de dessin industriel et professionnel.

Anvers	1	»	101	Anvers	3	»	272
Nivelles	2	»	148	Bruxelles	2	»	274
Liège	1	»	144	Gand	3	»	312
Verviers	3	5	127	Audenarde	1	»	43
Hasselt	1	»	48	Soignies	1	57	475
Maeseyck	1	»	53	Liège	1	»	38
				Hasselt	3	»	167
				Maeseyck	2	»	107
				Bastogne	1	»	15

VII. — Écoles de métiers d'art.

			Bruxelles	5	17	1,589
			Gand	1	»	793
			Mons	1	»	130
			Tournai	1	»	263
			Liège	1	»	431

A. COMMUNALES.				B. LIBRES.			
ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.		ARRONDISSEMENTS.	Nombre d'institutions.	Elèves.	
		Filles.	Garçons.			Filles.	Garçons.

VIII. — Cours de commerce et de langues.

Anvers	3	319	1,274
Malines	2	122	150
Bruxelles	8	1,034	1,902
Louvain	1	31	74
Nivelles	2	74	6
Bruges	1	81	72
Roulers	1	36	43
Gand	6	1,520	2,459
Alost	2	31	290
Saint-Nicolas	1	26	40
Charleroi	2	86	64
Soignies	1	28	58
Tournai	2	80	180
Liège	4	481	887
Huy	1	114	101
Verviers	2	308	424
Arlon	1	29	19
Namur	1	43	»
Dinant	2	65	39

IX. — Cours professionnels

Louvain	1	»	215	Anvers	2	43	241
				Malines	1	»	137
				Bruxelles	7	47	1,131
				Louvain	1	»	47
				Roulers	1	»	124
				Alost	1	30	20
				Liège	1	»	14
				Verviers	1	»	11

X. — Ateliers d'apprentissage fer et bois

Bruxelles	1	»	76	Termonde	1	»	16
				Mons	1	»	139
				Soignies	1	»	52
				Tournai	1	171	63
				Virton	1	»	68

SECTION DES FILLES.

I. — Écoles professionnelles.

A. COMMUNALES.				B. LIBRES.			
ARRONDISSEMENTS.	Elèves		Nombre d'écoles.	ARRONDISSEMENTS.	Elèves		Nombre d'écoles.
	Filles.	Garçons.			Filles.	Garçons.	
Anvers	424	»	1	Anvers	736	»	3
Bruxelles	1,388	»	4	Malines	125	»	1
Louvain	169	»	1	Bruxelles	868	114	12
Gand	250	»	1	Louvain	461	»	4
Charleroi	104	»	1	Nivelles	64	»	1
Mons	116	»	1	Bruges	43	»	1
Liège	369	»	1	Gand	372	»	1
Verviers	169	»	1	Alost	190	»	2
				Audenarde	49	»	1
				Eecloo	31	»	1
				Termonde	135	»	3
				Charleroi	2	»	77
				Soignies	60	»	1
				Mons	106	»	2
				Liège	653	»	3
				Namur	69	»	1

II. — Écoles professionnelles ménagères.

Bruxelles	572	»	3	Anvers	65	»	1
Namur	48	»	1	Malines	69	»	1
				Bruxelles	257	»	3
				Louvain	162	»	2
				Nivelles	46	»	1
				Bruges	95	»	1
				Gand	44	»	1
				Audenarde	56	»	1
				Mons	129	»	3
				Charleroi	82	»	1
				Soignies	106	»	2
				Tournai	72	»	1
				Hasselt	92	»	1

III. — Écoles ménagères-professionnelles.

Gand	277	»	1	Anvers	121	»	2
Ath.	31	»	1	Louvain	207	»	3
				Charleroi	34	»	1

IV. — Cours professionnels.

Bruxelles	212	»	4	Anvers	879	»	5
Louvain	63	»	1	Malines	70	»	1
				Bruxelles	184	»	5
				Nivelles	71	»	3
				Courtrai	105	»	1
				Gand	698	»	4
				Alost	90	»	2
				Audenarde	56	»	1
				Saint-Nicolas	157	»	2
				Termonde	126	»	2

A. COMMUNALES.			B. LIBRES.		
ARRONDISSEMENTS.	Elèves		ARRONDISSEMENTS.	Elèves	
	Filles.	Garçons.		Filles.	Garçons.
					Nombre d'écoles.

Cours professionnels (*suite*).

Ath	26	»	1
Mons	18	»	1
Charleroi	199	»	6
Soignies	23	»	1
Liège	74	»	2
Neufchâteau	15	»	1
Hastogne	16	»	1
Philippeville	43	»	1

V. — Ateliers d'apprentissage.

Bruxelles	22	»	1	Anvers	803	»	11
Tournai	24	»	1	Malines	393	»	7
Dinant	43	»	1	Turnhout	599	»	5
				Bruxelles	232	»	7
				Louvain	101	»	1
				Nivelles	232	»	5
				Bruges	123	»	3
				Courtrai	54	»	1
				Furnes	46	»	1
				Ostende	19	»	1
				Roulers	90	»	3
				Ypres	112	»	2
				Gand	232	»	5
				Audenarde	44	»	1
				Eecloo	44	»	1
				Saint-Nicolas	87	»	2
				Termonde	185	»	2
				Mons	255	»	3
				Charleroi	198	»	3
				Soignies	25	»	1
				Liège	32	»	1
				Huy	31	»	1
				Hasselt	190	»	2
				Tongres	53	»	1
				Masecyck	134	»	2
				Namur	202	»	4
				Dinant	65	»	2
				Philippeville	18	»	1

A. COMMUNALES.				B. LIBRES.			
ARRONDISSEMENTS.	Elèves		Nombre d'institutions.	ARRONDISSEMENTS.	Elèves		Nombre d'institutions.
	Filles.	Garçons.			Filles.	Garçons.	

VI. Écoles et classes ménagères.

Malines	25	»	1	Anvers	281	»	9
Turnhout	35	»	2	Malines	213	»	8
Louvain	54	»	1	Turnhout	197	»	3
Ypres	58	»	1	Bruxelles	235	»	6
Gand	33	»	3	Louvain	219	»	3
Termonde	30	»	1	Nivelles	35	»	1
Mons	156	»	5	Bruges	54	»	1
Ath.	19	»	1	Courtrai	151	»	5
Charleroi	122	»	5	Ostende	93	»	1
Soignies	81	»	4	Roulers	171	»	5
Thuin	26	»	1	Thielt	136	»	4
Tournai	70	»	1	Ypres	27	»	1
Liège	189	»	12	Gand	819	»	10
Huy	48	»	1	Alost	117	»	5
Verviers	10	»	1	Audenarde	79	»	3
Neufchâteau	18	»	1	Eccloo	28	»	1
Namur	32	»	1	Saint-Nicolas	268	»	9
				Termonde	128	»	4
				Mons	30	»	1
				Charleroi	105	»	4
				Soignies	93	»	3
				Thuin	32	»	2
				Tournai	64	»	3
				Liège	240	»	7
				Verviers	137	»	2
				Masselt	127	»	4
				Maeseyck	59	»	2
				Tongres	26	»	1
				Neufchâteau	58	»	2
				Virton	67	»	2
				Namur	29	»	1
				Dinant	44	»	2

1922. — II.

SUBVENTIONS

accordées en 1922, aux diverses institutions professionnelles, publiques et libres.

	Communales			Libres		
	Etat	Province	Com-mune	Etat	Province	Com-mune
FILLES						
Ecoles professionnelles	801 566	643,585	133,443	954,140	284,996	8,160
» professionnelles-ménagères .	223,399	160,389	59,217	369,676	67,643	8,995
» ménagères-professionnelles.	52,574	34,051	21,500	58,748	24,731	11,091
Cours professionnels.	26,317	51,217	57,059	164,853	74,150	7,651
Ateliers d'apprentissage	12,754	8,029	5,857	759,028	426,135	46,092
Ecoles ménagères »	92,197	55,895	31,061	92,725	13,260	4,660
Classes ménagères »				223,165	157,421	35,322
GARÇONS						
Ecoles supérieures spéciales . .	—	—	—	909,456	272,175	161,037
» industrielles	1,291,524	1,064,347	793,466	402,519	336,314	95,797
» de dessin indus. et profess.	22,790	15,216	20,316	140,007	102,934	27,030
Cours » » »	13,298	8,589	13,948	54,181	55,078	11,347
» industriels du dimanche .	56,630	44,185	37,556	2,100	—	—
» de commerce et de langues.	—	—	—	316,883	323,016	124,818
Ecoles professionnelles pr garçons.	240,704	150,355	107,015	2,716,189	1,390,674	324,779
Cours » »	20,718	14,310	9,395	58,495	14,539	4,507
Ecoles de métiers d'art.	—	—	—	599,243	111,453	11,088
Ateliers d'apprentissage fer et bois.	15,259	16,479	—	19,250	700	6,300



(X)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JULI 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN NIJVERHEID EN ARBEID VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN

MIXE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1924 werd vooreerst in den Senaat onderzocht en behandeld.

Daarover werd een zeer volledig verslag ingediend door den heer Senator Carpentier (Stuk n° 144 van 8 Mei 1924).

Dit zeer leerrijk verslag zal ons toelaten over een zeker aantal punten, welke aldaar breedvoerig werden behandeld, heen te glijden.

Het onderhavige verslag zal, om zoo te zeggen, enkel de aanvulling zijn van dat van den heer Senator Carpentier; wij zullen er ons inzonderheid op toelleggen eenige quaesties toe te lichten die vooral de aandacht der Commissie, met het onderzoek dier Begrooting belast, heeft gaande gehouden.

Eerst enkele cijfers :

Het Begrootingsontwerp voor 1924 bedroeg :

Gewone uitgaven.	fr.	144,757,487
Uitzonderlijke uitgaven		26,373,901
Te zamen.		fr. 171,131,388

(1) Begrooting, n° 41x.

(2) Samenstelling der Bijzondere Commissie :

a) De leden van de Bestendige Commissie voor Handel, Nijverheid, Arbeid en Socia'le Verzekeringen en Voorzorg : de heeren Pirmez, voorzitter, Branquart, De Bruycker, De Bruyne (R.), Delattre, de Liedekerke, Delvigne, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Trœclet, Van Caenegem, Van Schuylenbergh en Wauters.

2) Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren de Bue, Dejardin, Falony, Debonne, Ramaekers en Delacollette.

Door die Regeeringsamendementen worden die bedragen gewijzigd als volgt :

Gewone uitgaven	fr.	145,493,648
Uitzonderlijke uitgaven		23,242,354
Te zamen . . . fr.		168,736,002

ONS NIJVERHEIDS- EN VAKONDERWIJS.

In 1923 bedroegen de credieten de som van 12,257,000 frank; in 1924 bedroegen zij 15,269,700 frank, of eene vermeerdering van 3,012,700 frank.

Die vermeerdering is noodig wegens :

a) *De achtereenvolgende verhoogingen van het barema der maximum-wedden van het onderwijzend personeel goedgekeurd door het Departement (M. B. van 10 Januari 1920 en 3 Augustus 1923).*

b) *De verhooging van het tegemoetkomingcijfer in de uitgaven der scholen :*

Vóór 1920 :

40 t. h. voor de scholen met hoofdzakelijk praktische leergangen;

1/3 voor de scholen met hoofdzakelijk theoretische leergangen.

Sedert 1920 :

50 t. h. in de wedden van het onderwijzend personeel der inrichtingen met hoofdzakelijk praktische leergangen;

40 t. h. in de andere uitgaven;

40 t. h. in de wedden van het onderwijzend personeel der inrichtingen met hoofdzakelijk theoretische leergangen;

1/3 in de overige uitgaven.

Echter worden de jaarwedden van het in gemeenschap levend onderwijzend personeel met toelagen bedeeid op den grondslag van vóór 1920, behalve in de provinciën welke geene toelagen verleenen aan scholen met zulk personeel.

c) *De tusschenkomst in de niet gesubsidieerde uitgaven* (verzekeringen tegen ongevallen);

d) *De vermeerdering van het aantal scholen*, inzonderheid volledige vakscholen die gedurende den dag open zijn (de meest kostende).

De Staatstegemoetkomingen hebben als gevolg, in sterke mate het aantal bedrijfsinrichtingen en het aantal hunner leerlingen te vermeerderen. Onderstaande tabel geeft een overzicht van de bekomen uitslagen :

AANTAL INRICHTINGEN.

A. — Voor jongens.

	1923	1922
Hoogere scholen	15	15
Handels- en taalleergangen	47	44
Nijverheidsscholen	129	111
Scholen voor nijverheids- en vakteekenen . . .	54	48
Leergangen » »	25	26
Zondags-Nijverheidsscholen	13	11
Vakscholen	110	96
Vakleergangen	16	16
Scholen voor kunstambachten	9	9
Leerwerkhuizen : ijzer en hout	6	6
» weverij.	4	4
Weef-vakscholen	2	2
Theoretische leergangen voor de weverij. . . .	2	2
	432	390

Dus, 42 inrichtingen meer.

B. — Voor meisjes.

	1922	1923
Vakscholen	50	54
Vakkundige huishoudscholen	23	26
Huishoudkundige vakscholen	8	7
Vakleergangen	45	61
Leerwerkhuizen	82	99
Huishoudscholen en -klassen	158	177
	366	424

Dus, 58 inrichtingen meer.

Te zamen, 100 inrichtingen meer.

	Op 31 December 1922.		Op 31 December 1923.	
	Getal instellingen.	Toelagen door den Staat verleend.	Getal instellingen.	Toelagen door den Staat verleend.
Beroepsscholen voor meisjes .	50	1,755,706 »	50	1,822,865.50
Beroeps-huishoudscholen	23	593,075 »	26	715,733 »
Huishoud-beroepsscholen . .	8	111,322 »	8	90,486 »
Beroepsleergangen voor meisjes	45	191,170 »	58	232,302 »
Leer-werkhuizen voor meisjes	82	771,782 »	96	951,964.41
Huishoudscholen en -klassen	158	408,087 »	175	497,617 »
Hoogere scholen (jongens) . .	18	909,456.08	18	829,624.35
Nijverheidsscholen	111	1,694,043 »	127	1,775,235 »
Zondagsscholen voor nijverheidsonderwijs	11	58,730 »	13	66,448 »
Teekenscholen voor nijverheids- en beroepsonderwijs . . .	48	162,797 »	55	210,093 »
Teekenleergangen voor nijverheids- en beroepsonderwijs .	26	67,479 »	26	77,722 »
Leergangen voor handels- en taalonderwijs	44	316,883 »	47	376,087 »
Scholen voor kunstambachten .	9	599,243 »	10	681,829.45
Beroepsscholen voor jongens .	96	2,956,893 »	105	3,617,804 »
Beroepsleergangen voor jongens	16	152,849	18	180,159 »
Leer-werkhuizen voor jongens .	6	120,381 »	8	127,537 »
Leer-werkhuizen voor de weverij	8	12,008 »	6	10,100 »
TE ZAMEN	759	10,881,904.08	846	12,263,606.74
		+ 891,095.92 (Buitengewone toelagen.)		+ 479,393.29 (Buitengewone toelagen.)
		11,773,000.00		12,743,000 »

N. B. — Er dient te worden opgemerkt, dat het getal instellingen (846) merklijk zal stijgen in 1924; het crediet op deze begrooting voorzien bedraagt 11,743,000 frank, waaraan moet worden toegevoegd de som van 3,000,000 frank als bijkomend crediet door de Wetgeving aangevraagd.

Men mag zeggen dat, schier in elke stad, minstens eene school bestaat die volkomen ingericht is als nijverheidswerkhuis; de jongeling kan er beter zijn vak aanleeren dan in de industrie en ontvangt er, bovendien, een volledig algemeen onderwijs en een bijzonder theoretisch onderwijs dat aangepast is aan zijn vak, hoofdzakelijk wat de vakwoorden betreft.

Zoo wat twintig jaar geleden, had het kind, behalve in de groote centra's, wanneer het de lagere school verliet, nog enkel de middelbare school te zijner beschikking : men mag zeggen dat, heden ten dage, nevens de middelbare school, overal eene goede vakschool is opgerezen.

Wanneer men de uitbreiding van het vakonderwijs in gewestelijk opzicht nagaat, bevindt men dat het, enerzijds, eene sterke vlucht heeft genomen in de groote nijverheidsmiddens en het, anderzijds, stevige wortels heeft geschoten in de tot nog toe minder begunstigde streken : Limburg, de Antwerpsehe Kempen en de beide Vlaanderen; Limburg bezit heden ten dage tien zeer bloeiende vak-scholen.

e) Uitbreiding van het normaal technisch onderwijs.

Vóór den oorlog bestond er, practischerwijs gesproken, geen normaal onderwijs voor de vakscholen voor jongens. De leeraars werden zoo goed mogelijk gekozen onder de onderwijzers en de regenten van middelbare scholen of onder de technici van allen graad; de eersten echter bezaten de noodige kennis niet van het vak, terwijl de anderen de kunst van onderwijzen niet bezaten.

Sedert den wapenstilstand, werd een grooten stap vooruit gedaan : normale leergangen werken regelmatig in meestal de provinciën.

Uit de toelichting van het nieuw crediet van 3,000,000 frank blijkt hoe zeer de Regeering de noodzakelijkheid heeft begrepen, het vak- en nijverheids-onderwijs te steunen en aan te moedigen.

Met genoegen moet men vaststellen, hoe zeer dit onderwijs is vooruitgegaan, dat, dank zij den steun van den Staat, de vak- en beroepskennis der arbeiders-klasse bevordert.

Gewis blijft er nog veel te doen in zake vakonderwijs; men kan niettemin bevestigen, dat de toestand van zulken aard is geworden dat elke jongeling die een goed ambacht verlangt aan te leeren, daartoe de gelegenheid vindt. Ten aanzien van de voortdurende stijging van het getal scholen, van de verbetering der toerusting, ten aanzien van hun programma en vooral van hun leeraarskorps, kan men bovendien bevestigen dat men in eene niet verre toekomst voor een toestand zal komen te staan, die elkeen bevredigt.

Zooals wij reeds in onze voorgaande verslagen hebben uiteengezet, eischen twee vraagstukken eene zoo spoedig mogelijke oplossing : voor eerst een wettelijk statuut voor onze leeraars in het beroeps-, industrieel- en teeksonderwijs; daarna de oprichting van « normale leergangen » tot opleiding en vorming der leeraars in dit onderwijs.

Het ontwerp van onzen collega, den heer Van Caeneghem, heeft, onder meer,

de verwezenlijking dezer twee wenschen ten doel. Moge het ontwerp zoodra mogelijk door de Kamer op gunstige wijze worden onthaald.

VAKONDERWIJS VOOR MEISJES.

Wat betreft de arbeidsters, wordt het vakonderwijs, zooals het is ingericht, door haar niet genoeg gewaardeerd. Het is, ten andere, niet voldoende aangepast aan de noodwendigheden van haar leven.

De bezwaren van de meeste vakscholen zijn :

1^o Dat zij te duur zijn en het arbeidersgezin van het loon van het meisje berooven ;

2^o Dat zij niet genoeg praktisch zijn.

De Christene Sociale Vrouwenwerken van België hebben aan den Minister de volgende nota gestuurd, welke wij aan onze achtbare collega's willen mededeelen :

« VAKONDERWIJS VOOR ARBEIDSTERS.

» Om aan de arbeidsters een volledige vorming te verzekeren, d. w. z. met » inachtneming van de rol die zij in het beroep te verrichten hebben en later in » het gezin, moet men ze, dunkt ons, klasseeren in verschillende categorieën, en » aan elke van deze het geschikte beroepsonderwijs aanpassen.

1^o Alleen van de *tijdelijke voortgezette beroepslessen* kunnen de arbeidsters voor hare vorming gebruik maken gedurende de stille seizoenen, met de programma's aan de noodwendigheden aan te passen.

2^o De *vakkundige conferentiën* (lezing van platen, modellen naar de mode van den dag, enz.), lessen van twee of drie uren, bij het naderen van het zomer- en winterseizoen, laten aan de arbeidsters toe zich op de hoogte te houden van de voortdurende veranderingen van de mode.

3^o De *bestendige lessen voor leermeisjes* beantwoorden beter aan de behoeften van de jonge arbeidsters. Terwijl zij de leemten aanvullen van het onderricht in het werkhuis, laten zij toe de algemeene vorming van de jonge meisjes te voltooien.

Eenige lessen gevoegd bij het programma thans geëischt door het Ministerie, zouden aan de jonge arbeidsters de volledige vorming geven die wij verlangen.

Eenige algemeene leergangen : Fransch of Vlaamsch, rekenen, enz. ; huishoudkundig onderwijs ; gezondheidsleer en kinderverzorging ; lichamelijke en zedelijke beroepsopleiding.

Deze wijzigingen aan het programme zouden een langeren duur der lessen vergen. Men zou het getal studiejaren moeten vermeerderen. De vakken zouden verdeeld worden over de drie studiejaren ; een vierde, voortgezet jaar genaamd, zou er worden bijgevoegd, gedurende hetwelk de meisjes, die verlangen hare algemeene en vakkundige vorming tot het eind door te zetten, grondigere lessen zouden krijgen volgens hare specialiteit.

» 4^o De *vakkundige huishoudlessen* voor jonge arbeidsters, les van algemeene » en huishoudkundige vorming (voortgezette leergang).

» Algemeene leergangen : rekenen, Fransch of Vlaamsch, enz.; gezondheids-
» leer en kinderverzorging.

» Huishoudkundige lessen : keuken, schoonwasschen, reinigen, verstellen,
» gewone snijkunst, naaikunst en linnenverzorging ; lichamelijke opvoeding ;
» beroepsmoraal.

» Deze lessen zouden over drie jaar kunnen gegeven worden op voet van ten-
» minste honderd uur per jaar.

» De leerlingen, die het eindexamen hebben afgelegd, zullen recht hebben
» op een certificaat.

» 5^o *De huishoudlessen*, voor de huishoudsters uit den arbeidersstand, zouden
» aan de huishoudsters van de industriele of half-industriele localiteiten de
» gelegenheid geven tot eene huishoudelijke kennis door uiteraard *practische*
» *lessen*. Wij verlangen voor deze lessen de inrichting van eenen dienst van
» *huishoudkundige raadgeefsters*, en de organisatie van wandel-lessen, zooals
» het Ministerie van Landbouw die heeft ingericht.

» De inrichting van den dienst der huishoudkundige raadgeefsters, zooals
» die wordt begrepen door het Ministerie van Landbouw, zou het vraagstuk van
» de leeraars en van de toelagen oplossen, vermits het Ministerie alles zou op
» zich nemen.

» Om de inrichting te vergemakkelijken, en de goede werking van deze lessen
» te verzekeren, zou de Regeering in wat ruimere mate moeten tusschenkomen
» daar voor die lessen geen of bijna geen schoolgeld betaald wordt ; zij zou ten
» minste al de jaarwedden van het personeel moeten op zich nemen.

» Wij zouden ook willen dat de uitbetaling van de subsidiën geschiede in den
» loop van het schooljaar, om geregeld op het eind van elk kwartaal het personeel
» te kunnen betalen.

» Deze nota, die enkel gaat over de inrichting van de bijkomende voort-
» gezette lessen, blijkt ons de beste methode van beroepsopleiding ; wij meenen
» dat de leerwerkhuizen ook de aandacht verdienen van de leiders. »

De uitslag van de pogingen, in de laatste jaren in het werk gesteld door
sommigen onder hen, namelijk te Antwerpen, Mechelen, bewijst dat de beroeps-
vorming, die daar wordt gegeven, ten minste gelijk is, zoo niet beter, dan dit
van de vakscholen.

De leerwerkhuizen bieden het voordeel dat zij aan de jonge meisjes, wier
ouders haar loon niet kunnen missen, toelaten eene goede theoretische en praec-
tische beroepsvorming te krijgen met ze te verwijderen uit het vaak weinig
zedelijk midden van de stadswerkhuizen.

De Regeering zou moeten tusschenkomen om het *vakonderwijs voor arbeidsters*
aan te moedigen en te begunstigen door

voor de avondlessen :

1^o De volle wedde te verleen en aan het personeel, om bekwame leeraars te
vinden ;

2^o Een ruimer aandeel te verleen en in de gewone onkosten.

voor de leerwerkhuizen :

1^o Dezelfde wedde te verleen en aan de technische leeraars van de leer-
werkhuizen en die van de vakscholen.

(De maatregel, sedert eenigen tijd ingevoerd, zal voor gevolg hebben de goede leeraars voor de vakscholen te behouden en de onderwijzeressen van mindere waarde voor de leerwerkhuizen). Deze vergen nochtans van hunne leeraars grondige beroepsbekwaamheden, door het feit dat zij geroepen zijn aan eene cliënteel te vollooën.

Daar de vereischte diploma's dezelfde zijn, bestaat er geen reden om ze ten opzichte der welde in eene lagere categorie te plaatsen ;

2° Eene grootere vrijheid voor de inwendige inrichting der werkhuizen :

Bovendien zouden de diploma's en bewijsstukken, afgeleverd in het eene en in het andere, te gelijken titel moeten erkend worden door de Regeering

ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING.

Vele leden hebben gevraagd hoe ver het staat met de kwestie van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, welke kwestie, naar de meening van de gansche Kamer, innig verbonden is met de ouderdomsverzekering.

De Commissie voor de Sociale Werken heeft in 1921 een vóórontwerp van wet opgemaakt betreffende de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

In 1923, heeft de heer Pecher bij de Kamer een vóórontwerp ingediend dat, overigens, hetzelfde is als het wetsvoorstel door hem ingediend in 1913.

Het onderhavige wetsvoorstel van den heer Pecher neemt bijna heel en al den tekst over vastgesteld door de Commissie voor de Sociale Verzekeringen ; enkel eenige bepalingen betreffende de verzekering der gedeeltelijke invaliditeit werden weggelaten.

Deze twee voorstellen moeten beschouwd worden als de uitdrukking van de voornaamste desiderata waaraan de wet moet beantwoorden ; onder dit opzicht vormen zij werkelijk een theoretisch werk.

Wilde men er toe overgaan de ziekte- en invaliditeitsverzekering te organiseeren, zou men aan den voorgestelden tekst eenige wijzigingen moeten brengen, die noodig zijn doordat eenige belangrijke punten niet de noodige toelichting hebben gekregen en andere niet voldoende werden omschreven. Het zou bovendien nuttig zijn de rangschikking van de stof te veranderen.

Ziehier onder meer eenige punten waarover meer nauwkeurige en meer toege-lichte bepalingen noodig zijn :

Voorwerp van de verzekering (vooral wat betreft den geneeskundigen en artsenijkundigen dienst van de moederschapsverzekering) ;

De uitvoering van de verplichte verzekering ;

De wijzen waarop de betaling zal geschieden van de vergoedingen en van de persoonlijke en patronale bijdragen ;

Autoriteiten van de verzekering (inrichtingen van contrôle, van algemeen beheer en jurisdictie, bevoegdheden van deze inrichtingen) ; beheer van de verzekering ;

Werking van de gemeenschappelijke kassen.

De verdeling van de bijdragen onder de drie belanghebbende partijen (verzekerden, wetgevers, Staat) eischt eveneens eenige wijzigingen.

Daar is geen sprake in dit onderwerp van de werkgeversinrichtingen, die zeer

talrijk zijn in het land. Onder welk stelsel gaan wij die plaatsen? Dit is ook het geval voor de beroepsziekten voor dewelke een bijzonder stelsel zou moeten voorzien worden.

Het ontwerp bepaalt een stelsel van herverzekering dat eene hervorming vergt; ten andere, zooals reeds gezegd werd, wordt over de werking van de gemeenschappelijke kassen, met de herverzekering belast, volkomen gezwegen.

Eindelijk, buiten de voorgaande beschouwingen, is er eene van hoofdzakelijk belang welke men onmogelijk kan terzijde laten: volgens het voorstel van den heer Pecher, zou de organisatie van de ziekte- en invaliditeitsverzekering *door het roorgestelde financieele stelsel*, van de zijde van den Staat aanzienlijke Staatsbijdragen vergen, beloopende tot meer dan 250 millioën voor ieder van de eerste jaren harer werking; zelfs verdeeld over eene lange periode zouden zij niet minder zware lasten meebrengen, die de economische toestanden waarin ons land zich bevindt niet toelaten te dragen.

Wat er ook van weze, het ware wenschelijk dat de Kamer zoo spoedig mogelijk het onderzoek van deze belangrijke kwestie kon aanvatten.

Het vóórontwerp der Commissie der Sociale Verzekeringen, en het wetsvoorstel Pecher zijn eene zeer ernstige grondslag voor de bespreking.

Mochten wij weldra tot een practischen uitslag komen.

ARBEIDSWETBOEK.

Verscheidene Collega's hebben in de afdeelingen aangedrongen op de noodzakelijkheid van onze maatschappelijke wetten te codificeeren. Dit is gewis een belangrijke quaestie. Wij bezitten, in België, het « Wetboek van den Arbeid » van de heeren Destrée en Hallet. Deze zeer wel gemaakte verzameling heeft, ongelukkiglijk, geen officieel karakter.

In beginsel, ware het voorzeker te wenschen dat al onze wetten en reglementen betreffende den arbeid en de sociale voorzorg gecodificeerd werden, naar het voorbeeld van hetgeen in Frankrijk werd verwezenlijkt door de wetten van 28 December 1910 en 26 November 1912. Het valt nochtans te bemerken dat de Fransche wetgever nog in lang met dit werk niet zal klaar zijn, aangezien tot nog toe de eerste twee boeken van het nieuw wetboek klaar kwamen, wat slechts een gering gedeelte van de te behandelen stof uitmaakt. Anderzijds, dewijl zich aan het in 1910 en 1912 gecodificeerd gedeelte, sindsdien, nieuwe beschikkingen van denzelfden aard zijn komen voegen, was men verplicht die beschikkingen in te lasseschen waar zulks past en moest men alzoo de artikelen 33a, 33b, 33c, 33d, enz., maken, om te vermijden de nummering te moeten herbeginnen. Die inschakelingen hadden plaats voor eene reeks wetten, namelijk voor die van 10 Juli 1915 en 18 October 1917.

Uit dit alles schijnt te blijken dat, zoo de codificatie der wetten en reglementen betreffende den arbeid gewenscht is, dit in de practijk niet gemakkelijk te verwezenlijken is. De zaak is nog wat nieuw, zij ondergaat nog te vele wijzigingen, te groote uitbreidingen om nu reeds in een vasten vorm gegoten te worden. Mijns inziens, zou men ten minste, aler dit werk aan te vangen, moeten wachten op de afkondiging der nieuwe wet op de ouderdomspensioenen, alsmede de

nieuwe wet op de werkrechtersraden, welke thans aan den Senaat aanhangig zijn.

Wanneer beide wetten zullen van kracht geworden zijn, zou de Regeering, naar het voorbeeld van hetgeen in Frankrijk werd gedaan, een extraparlamentaire Commissie kunnen belasten met een vóórontwerp van wetboek van den arbeid en van de sociale voorzorg gereed te maken. Aldus zou, ten minste, de grond van dit wetboek gelegd zijn en de voortaan nog te voorziene wijzigingen en aanvullingen zouden kunnen ingeschakeld worden zonder het te zeer te moeten dooreenwerpen.

WERKRECHTERSRADEN.

Hoe ver staat het met de herziening van de wet op de Werkrechtersraden? Ook die vraag werd in de afdeelingen gesteld. Ziehier het antwoord :

Het wetsontwerp tot herziening der wet van 15 Mei 1910 op de Werkrechtersraden is, op 26 April 1923, door den heer Moyersoen in den Senaat ingediend geworden.

Hoewel dit ontwerp een reeks belangrijke wijzigingen omvat, schijnt het nochtans, zooals de Memorie van Toelichting het doet opmerken, eerder een aanpassing te zijn dan een eigenlijke herwerking van de bestaande wet.

Over dit ontwerp bracht de heer Rongy verslag uit; na een begin van behandeling, werd het naar de Commissie voor de Nijverheid en den Arbeid verzonden voor onderzoek der talrijke ingediende amendementen.

De Commissie heeft hare besluitselen neergelegd. Deze staan opgeteekend in een verslag door den heer Rongy, op 21 Mei l.l. ingediend.

HET NIEUWE WETSONTWERP BETREFFENDE DE TEGEMOETKOMING VOOR ONGEVALLEN MET DOODELIJKE AFLOOP.

(REEKSEN VAN VERKRIJGERS.)

Het nieuwe wetsontwerp betreffende de tegemoetkoming voor ongevallen met doodelijken afloop brengt aanzienlijke wijzigingen toe aan het bestaand artikel 6. Die wijzigingen worden ingegeven door billijkheid en gezond verstand. Het is noodig een eind te stellen aan de stuitende ongerijmdheden voortvloeiende uit een onveranderlijke vergoeding, welke ook de toestand weze van het beproefde gezin. Alzoo, met het bestaande stelsel, wordt dezelfde vergoeding, berekend op 30 t. h. van het loon van het slachtoffer, toegekend in de volgende gevallen :

- a) het slachtoffer laat een echtgenoot na zonder kinderen ;
- b) het slachtoffer laat een echtgenoot na met 5 kinderen ;
- c) het slachtoffer laat alleen een bloedverwant in de opgaande lijnie na.

Om die ongerijmdheden te verhelpen, bepaalt het ontwerp, niet meer een onveranderlijk bedrag ten bate van al de rechthebbenden *te zamen*, maar bijzondere bedragen voor elke reeks van rechthebbenden, rekening houdende met het getal dezer laatsten en hunne verwantschap met het slachtoffer.

Overeenkomstig met den tekst van het ontwerp, zijn *de personen die de vergoeding kunnen genieten nog steeds, zooals onder het bestaande stelsel, die welke*

tot de volgende reeksen behooren : de echtgenoot, de kinderen, de bloedverwanten in de opgaande linie, de kleinkinderen, de broeders en zusters. De algemeene regelen van voorrang, door de wet van 1903 bepaald, worden behouden. De eenige belangrijke toevoeging bij artikel 6, wat betreft de rechthebbers, bestaat er in, tot het voorrecht der verdeeling toe te laten : de *niet erkende natuurlijke* kinderen wier moeder slachtoffer is van een arbeidsongeval en, omgekeerd, deze laatste ingeval van ongeval overkomen aan haar natuurlijk kind.

Deze nieuwe bepaling, welke overigens zeer zeldzame gevallen bedoelt, strookt met de eenvoudigste rechtvaardigheid.

Zooals uit de Memorie van toelichting blijkt, vertegenwoordigen de differentieele bedragen, in het geheel, een gemiddeld cijfer van 40 t. h. in plaats van 30 t. h., derwijze dat het voórop vastgestelde vergoedingsbedrag, in de gevallen met doodelyken afloop, wordt verhoogd in dezelfde verhouding als daar waar het de bestendige onbekwaamheid geldt, dat wil zeggen dat de vergoeding van 30 t. h. tot 66.66 t. h. of tot de twee derden stijgt.

Onderstaande tabel geeft het bedrag der vergoeding volgens de regeling van dit ontwerp :

Rechtverkrijgenden van het slachtoffer.	Bedrag (t. h. van het loon) dat als grondslag dient aan de berekening der vergoeding.
De echtgenoot alleen.	25 t. h.
De echtgenoot met één kind	35 t. h.
De echtgenoot met twee kinderen	45 t. h.
De echtgenoot met drie of meer kinderen.	55 t. h.
Een kind (zonder echtgenoot)	15 t. h.
Twee kinderen (zonder echtgenoot)	30 t. h.
Drie of meer kinderen (zonder echtgenoot)	45 t. h.
Een bloedverwant in de opgaande linie (vader of moeder)	15 t. h.
Twee bloedverwanten in de opgaande linie	25 t. h.
Een kleinkind, broeder of zuster	10 t. h.
Twee kleinkinderen, broeders of zusters	20 t. h.
Drie of meer kleinkinderen, broeders of zusters	30 t. h.

Men kan vaststellen, dat het ontwerp ruimschoots de groote gezinnen begunstigt.

ONZE ARBEIDSOPZICHTERS.

In al de afdeelingen, zooals ook in de bestendige Commissie, hebben sommige leden zich bekommerd om den stoffelijken toestand van onze opzichters en controleurs van den arbeid; toestand welken zij als volstrekt onvoldoende bevonden.

De wedden van deze ambtenaren zijn van zulkdanigen aard, dat zij niet aarzelen van hun ambt af te zien, zoodra hun eene betere betrekking wordt aangeboden in de privaatsnijverheid.

Blijkbaar is het overbodig nogmaals te drukken op de uiterst nuttige rol welke onze opzichters en controleurs van den arbeid vervullen.

Wij zijn overtuigd, dat het volstaan zal 's ministers aandacht op dit vraagstuk te vestigen, opdat hij onverwijld de vereischte maatregelen neme om aan deze ambtenaars een bestaan te bezorgen, dat overeenkomt met hunne opdracht, hunne verantwoordelijkheid en hunne toewijding.

OUDERDOMSPENSIOENEN.

Tal van leden hebben geklaagd over de vertraging in de uitbetaling der ouderdomspensioenen, vooral wanneer er woonstverandering voorkomt of wanneer het ouderlingen in de godshuizen geldt.

Waarheidshalve moeten wij zeggen, dat sedert de goedkeuring van de wet van 1920, het Centraal Bestuur eene lofwaardige poging heeft gedaan om de snelle en normale betaling van de pensioenen te verzekeren.

Wil dit zeggen dat alles op zijn beste gaat?

Niemand zal het beweren. Ook maken wij de klachten van onze collega's over aan den achtbaren heer Minister; wij zijn overtuigd dat hij al de bestuurlijke maatregelen, die niet volstrekt noodig zijn, zal willen intrekken, en aldus de betaling van de pensioenen, toegekend aan de oude arbeiders, zoo spoedig mogelijk zal doen geschieden.

VOOR ONZE MIJNWERKERS.

Een lid van de Bestendige Commissie heeft met nadruk gevraagd dat men « *lessen van opleiding tot het mijnwerkersvak* » zou inrichten. Hij heeft den wensch uitgedrukt dat de mijnbestuurders het inrichten en de goede werking van die lessen zouden aanmoedigen; het zou een doeltreffend en eenig middel zijn om te voorzien in de arbeidersschaarschte, die met den dag, schijnt het, nijpender wordt. Het Belgisch werkvolk is uitstekend, maar het schijnt meer en meer vervangen te worden door uitheemsch werkvolk, een samenraapsel, dat niet alle waarborgen schijnt op te leveren wat betreft technische kennis en zeden.

Uwe Commissie heeft de gegrondheid van deze opmerking erkend; zij onderwerpt ze aan de welwillende aandacht der bevoegde overheden.

. . .

Hetzelfde lid heeft met nadruk gevraagd dat de koolmijnen opnieuw de reddingsploegen zouden oprichten; deze ploegen kunnen zeer groote diensten bewijzen bij ongevallen en moeten samengesteld zijn uit deskundigen.

WERKLOOZENKASSEN.

Men heeft in de afdelingen gevraagd bij den Minister aan te dringen om § 4 van artikel 5 van het Koninklijk besluit van 15 Mei 1924, betreffende de werkloozenkassen, te doen wijzigen.

Wordt dit Koninklijk besluit in zijn geheel behouden, zeggen onze achtbare collega's, dan bevinden zich de groote syndikaatcentrale in de onmogelijkheid nog subsidiën te trekken voor hunne werkloozenkassen, ten ware zij er van afzagen hunne leden in geval van werkstaking nog te stennen.

Hetzelfde geldt voor artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, waarin wordt vereischt dat in geval van tusschentijdige werkloosheid, die geen breuk van het arbeidscontract medebrengt, de werkloosheid twee dagen per week of vier dagen per veertien dagen moet overschrijden, om de vergoeding te kunnen verkrijgen.

Dit zal voor gevolg hebben dat bijna al de mijnwerkers worden uitgesloten van de voordeelen der werkloozenkassen, vermits zelfs in de scherpste crisissen de werkloosheid niet twee dagen per week overschrijdt.

Wij onderwerpen die kwestie aan het welwillend onderzoek van den heer Minister.

**OPMERKINGEN BETREFFENDE HET KONINKLIJK BESLUIT VAN
18 FEBRUARI 1924 GEWIJZIGD DOOR HET KONINKLIJK BESLUIT
VAN 15 MEI 1924.**

Ziehier de opmerkingen die de syndikale inrichtingen in het midden brengen ten aanzien van voormelde besluiten :

De syndikale inrichtingen, die in België de verantwoordelijkheid van de werkloozenverzekering hebben op zich genomen, hebben, van zoodra het Koninklijk besluit van 18 Februari werd bekendgemaakt, verzet aangeteekend tegen talrijke bepalingen, en kennis gegeven van hare desiderata aan den Minister van Nijverheid en Arbeid, den heer Tschoffen, die zijn inzicht heeft te kennen gegeven aan het gewraakte Koninklijk besluit eenige wijzigingen te brengen. Wij moeten hulde brengen aan den Minister van Nijverheid en Arbeid voor zijn klaarblijken goeden wil om de syndikale inrichtingen te woord te staan en haar voldoening te schenken in de mate door hem mogelijk geoordeeld. Maar sedert de toepassing van het Koninklijk besluit zijn deszelfs bezwaren en leemten aan het licht gekomen. De desiderata die wij hebben voorgebracht en die niet werden aangenomen blijven bestaan. Andere vraagstukken worden thans opgeworpen en moeten naar onze meening worden opgelost. Wij geven hierbij de voornaamste dezer desiderata : 1° Wij leggen aan het Koninklijk besluit ten laste dat het geen rekening houdt met het feit dat de toestanden verschillen van het eene bedrijf tot het andere; dat het werklozen-risico belangrijk is in het eene en minder in het andere; dat het verschillende vormen aanneemt naar gelang de ambachten. Hier zal het zijn de tusschentijdige werkloosheid van tamelijk langen duur : twee of drie dagen per week. Daar zal het zijn de tusschentijdige werkloosheid van een dag per week. Elders zal het de volledige werkloosheid zijn; sommige nijverheidstakken, als bij voorbeeld de metaalnijverheid, kennen weinig of geene tusschentijdige werkloosheid.

Men zou bij de regeling van de werkloosheid de verschillende toestanden moeten in het oog houden. Alleen de werkloozenkassen, die eene grondige kennis bezitten van de vereischten van het vak, zijn in staat daarmede rekening te houden. Eene algemeene regeling kan dit niet. Anderzijds is het Koninklijk besluit, zooals wij altijd hebben gezegd, een ernstig beletsel voor de algemeene activiteit van de arbeiders, die innig verbonden is met de werkloozenkassen. Wij denken het daarom nuttig hier voor te stellen, dat aan den Minister zou gevraagd worden om de werkloozenkassen het recht toe te kennen zelf hunne reglementen

te bepalen. Deze zouden, bij voorbeeld, kunnen goedgekeurd worden door het Nationaal Crisisfonds, optredend als bestendige Commissie, zooals het Koninklijk besluit betreffende de werkloosheid dit voorziet in titel IV, artikelen 36 en volgende.

Om ons voldoening te schenken, zou het volstaan het eerste artikel te doen luiden :

1° Behoudens tegenovergesteld bericht of andersluidende beslissing van het Nationaal Crisisfonds, handelend als bestendige Commissie voor de verzekeringskassen tegen de onvrijwillige werkloosheid, en na goedkeuring van den Minister van Nijverheid en Arbeid, dienen de werklozenkassen zich te onderwerpen aan de bepalingen van dit Koninklijk besluit ;

2° Paragraaf V van artikel 5 zegt dat « de uit hun vroegere betrekking bepaald afgedankte werklozen, die eene nieuwe betrekking, waartoe zij bekwaam zijn, weigeren te aanvaarden, hunne rechten op de vrijwillige werklozenvergoedingen niet verliezen, indien de aangeboden arbeidsvoorwaarden niet strooken met de gebruikelijke arbeidsvoorwaarden der streek ».

Niets wordt voorzien ten behoeve van de tussenpoozende werklozen, aan wie de werkgever, onder voorwendsel hun niet-onderbroken werk te verschaffen, werkvoorwaarden zou voorstellen welke niet overeenkomen met de gewone voorwaarden in de streek.

Indien bovenbedoelde werklieden weigeren de voorwaarden van den werkgever aan te nemen en het werk schorsen, verliezen zij hun recht op de vergoeding voor onvrijwillige werkloosheid. Daar gaapt eene leemte, want hetgeen aangenomen wordt voor de definitief doorgezonden werklozen moet het insgelijks worden voor de werklozen bij tussenpoozen. Zooniet zou de tactiek der werkgevers kunnen algemeen worden, tactiek die zou bestaan in het verwekken van geschillen om te beletten dat hunne werklieden de voordeelen genieten van het Nationaal Crisisfonds, hetgeen hun doel om ongerechtvaardigde loonsvermindering uit te lokken, zou begunstigen. Moet de huidige toestand blijven bestaan, dan zou het Nationaal Crisisfonds zooniet rechtstreeks dan toch onrechtstreeks medeplichtig zijn in deze tactiek.

Artikel 7, § 2, voorziet dat, in geval van werkloosheid bij tussenpoozen, die geen verbreking van het arbeidscontract ten gevolge heeft, er geen aanleiding bestaat tot vergoeding, indien de werkloosheid geen twee dagen per week of vier dagen per veertien dagen overschrijdt. Wat neerkomt op het volgende : duurt de werkloosheid bij tussenpoozen maanden lang met twee dagen werkloosheid per week, verliezen de werklieden een derde van hun loon zonder dat de werklozenkas, waarbij zij aangesloten zijn, hun vergoeding schenken kan. Men moet aannemen, dat deze bepaling zeer streng is, en wij hebben ze trouwens van den beginne af bestreden. Eene andere formule diende te worden gevonden.

Artikel 8, § 4, bepaalt, dat de werklieden die tijdelijk in den vreemde gaan arbeiden, van het betalen der bijdragen kunnen ontslagen worden gedurende hun verblijf buiten het land. Zij verkrijgen, in alle geval, hun recht op vergoeding enkel na een jaar in België te hebben gearbeid. Uit inlichtingen, ons door het Departement verstrekt, blijkt dat deze paragraaf vooral op de seizoenarbeiders doelt. Het ware van belang nauwkeurig te zeggen welke werklieden men

onder die benaming verstaat. Voor ons is de zaak klaar, en geldt het werklieden die hun ambacht in den vreemde gaan uitoefenen met de zekerheid dat zij na enkele maanden werkloos zijn. Dat is het geval, bij voorbeeld, voor de oogstarbeiders en de steenbakkers (Franschmannen). Men zou op dat stuk moeten klare en duidelijke uitleggingen hebben, doch wij kunnen niet aannemen dat deze paragraaf van toepassing kome op werklieden die naar den vreemde gaan arbeiden om er eene regelmatige bezigheid te vinden, zelfs wanneer zij na zekeren tijd werkloos worden.

Artikel 10 heeft betrekking op de tegemoetkomingen te verleen en aan de werklozenkassen voor beheerskosten. De huidige bepalingen brengen aanzienlijke beperkingen aan het stelsel dat voor de toepassing van het Koninklijk besluit van 18 Februari van kracht was. Tot dan toe waren de kassen gemachtigd 25 t. h. van hunne bijdragen vooraf te nemen voor bestuurskosten. De huidige bepalingen zouden misschien kunnen blijven bestaan, maar met een maximum van 25 t. h. in plaats van 20 t. h. Het ware evenwel het best te zeggen dat de kassen, als beheerskosten of algemeene onkosten van allen aard, 20 t. h. *mogen rekenen van de bijdragen, vermeerderd met fr. 0.20 per dag vergoede werkloosheid, zonder dat de geheele som, berekend op deze twee grondslagen, 25 t. h. van de bijdragen mag overschrijden.

Hier dient men rekening te houden met de werklozenkassen die slechts 2, 3 of 4 duizend leden tellen. De vermindering van de tussenkomst in de bestuurskosten drukt er zwaar op en brengt de werklozenverzekering grootelijks in gevaar.

5° Artikel 23 bepaalt dat de toelagen, betaald door het Nationaal Crisisfonds, in geen geval meer dan 10 frank per dag mogen zijn. Dit maximum zou men kunnen begrijpen wanneer de werklozenkassen slechts 4 of 5 frank dagelijksche vergoeding betalen, maar nu dat, tengevolge van de levensduurte en de verhooging van de loonen, vergoedingen hebben voorzien die tot 8 en 9 frank per dag gaan, kan men zeggen dat de grens van 10 frank volstrekt ontoereikend is, en heelemaal de groote gezinnen benadeelt, die men integendeel zou moeten aanmoedigen.

Men zou heel goed het maximum kunnen brengen op 13 tot 14 frank, in plaats van 10 frank.

Dit zijn de voornaamste opmerkingen die wij hadden in het midden te brengen. Zij zijn belangrijk, en wij hopen wel dat zij zullen aangenomen worden.

VREEMDE WERKLIEDEN.

In de redevoering, die hij enkele dagen geleden in de Kamer heeft uitgesproken, ter gelegenheid van zijne begrooting, heeft de heer Pouillet, Minister van Binnenlandsche Zaken, op welsprekende wijze onderlijnd hoe onrustwekkend de inwijking van vreemde werklieden in ons land aan het worden is.

De heer Minister onderzocht het vraagstuk vooral onder hygiënisch opzicht. Daar is echter ook eene kwestie van mededinging ten aanzien van onze eigen werklieden.

Op dit oogenblik werken meer dan 15,000 vreemde arbeiders in de Belgische mijnen, en daar de afzet der kolen moeilijk wordt, zijn de koolmijnen bezig de exploitatie stil te leggen. Honderden Belgische werklieden werden doorgezonden, terwijl vele vreemde arbeiders aan het werk konden blijven.

Zou den heer Minister bij de industrieelen niet kunnen aandringen dat zij in dezen crisistijd bij voorkomst Belgische werklieden zouden gebruiken en behouden?

HET IJKEN DER WEEGTUIGEN.

De Middenafdeeling heeft ook de aandacht van den Minister willen vestigen op de voorwaarden, waaraan het ijken der weegtuigen bij de fabricatie is onderworpen.

Over die voorwaarden, volgende beknopte beschrijving :

Soorten weegtuigen :

a) Gewone bascuul voor den handel in hout en ijzer, met een rapport van 1 tegen 10. Centrum van fabricatie : Thourout ;

b) Metalieke bascuuls, met of zonder loopgewicht (cursuur), rapport 1 tegen 100 ;

c) Brugbascuuls (ponts-bascules) om wagens te wegen.

Centrum van fabricatie voor b) en c) : Bergen, Charleroi, Châtelet en Luik.

Ijkdienst. — De weegtuigen moeten vervaardigd worden naar de teekeningen, bij ministerieele beschikking goedgekeurd. Niets aan te merken daarop.

Tarief van den ijkdienst :

Bascuuls tot 200 kilogram draagkracht.	2 frank.
Bascuuls van 200 tot 1,500 kilogram draagkracht . . .	5 id.
Bascuuls van 1,500 tot 5,000 kilogram draagkracht . . .	10 id.
Bascuuls van 5,000 tot 30,000 kilogram draagkracht . . .	20 id.
Boven de 30,000 kilogram	25 id.

Bemerking. — Slechte verhouding tot de handelswaarde der onderscheiden weegtuigen. De fabrikanten van kleine bascuuls moeten veel méér betalen dan de anderen.

De ijkdienst te Thourout.

De afgemaakte bascuuls worden wekelijks nagezien en, bij goedkeuring, geijkt. Maar al de onderdeelen (gegoten stukken, hout, enz.) moeten afzonderlijk geijkt worden. Een knoepje in het hout, een beslagstuk dat 1/10 mm. te dun is, verf-stof die nog niet droog genbeg is, enz., zijn als fouten aangerekend, en voor iedere fout moet een bijkomende taks van 1 frank worden betaald. Die onbeduidende fouten schaden nochtans niet aan de juistheid van de weegtuigen. Men klaagt fel over willekeur van de bedienden van den ijkdienst. Groote bijkomende lasten worden aldus te Thourout op de bascuulnijverheid gelegd.

De fabrikanten zijn ontmoedigd en verbitterd.

Zij vragen in de Commissie voor Maten en Gewichten vertegenwoordigd te zijn, ten minste met raadgevende stem.

Zij vragen vooral dat het Belgisch fabrikaat tegen het uitheemsch doelmatig zou worden beschermd.

Uwe Commissie heeft de begroting voor Nijverheid en Arbeid aangenomen met eenparige stemmen min vier. Zij vraagt dat de Kamer het eveneens zou goedkeuren.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.